

# AVIS DE TEMPÊTES

Bulletin anarchiste  
pour la guerre sociale

.....  
# 24 – 15 décembre 2019



## | Sonner la retraite ? |

Après des mois de négociation avec le pouvoir, les syndicats ont finalement accouché de leur grève début décembre contre « *la réforme des retraites* ». Si on s'obstine à l'appeler « *générale* » aussi bien parmi les cadres syndicaux que parmi « *la base* » (sans oublier « *les radicaux* », bien sûr !), c'est pourtant bien loin d'être le cas. Au moment d'écrire, elle touche surtout les transports et les fonctionnaires d'État, épaulés par quelques bastions plus « combattifs » du syndicalisme, comme les raffineries. Revient alors comme un mantra la ritournelle habituelle : d'un côté il y a le fameux « *on ne lâche rien* » et en face « *on ne modifiera pas le principe de la réforme* ». Il est peu probable que ce scénario qui s'est déjà répété tellement de fois se termine autrement que par un jeu de dupe : à la fin, après d'âpres négociations, de coups de poing sur la table, on fait le compte des forces en présence. Le scénario prend

fin : on lâche quand même quelque chose (création d'un régime unique) d'un côté et on modifie quand même un peu le principe de l'autre (maintien de spécificités dérogatoires, comme celles d'ores et déjà acceptées pour les flics le 12 décembre).

Mais loin de nous de reprocher aux syndicats de faire leur part du boulot de cogestion d'un existant que nous entendons détruire. Ils défendent leurs propres intérêts de médiateurs et de pacificateurs, utilisent leurs moyens pour faire pression, stimulent les plus énervés dans leurs rangs à faire bonne et forte figure, arrivent même à s'adjoindre des radicaux pour les rajouter au bilan final déterminant (bien entendu quantitatif), lâchent chemin faisant les rêveurs qui ont tant donné pour que « *tout change* », et tentent de renforcer leur rôle d'intermédiaire entre l'État, le Capital et le monde du Travail, comme on dit.

## NOVEMBRE 2019

début novembre, Mareennes (France).

En Charente-Maritime, la nouvelle permanence du *Rassemblement National* (RN) perd sa vitrine dans la nuit à coup de plot. Quinze jours plus tard, elle est recouverte de tags comme « *dégage* » ou « *la jeunesse emmerde tous les racistes* » accompagnés de A cerclés.

1/11, Athènes (Grèce).

Le *Groupe anarchiste Marrons* [du nom des esclaves en fuite] revendique le 14 novembre l'incendie d'un distributeur de billets de *La Poste* au centre ville et le jet de molotovs contre le commissariat de Porto Rafti.

6/11, Grenoble (France).

En Isère, le garage abritant l'ensemble des archives de la Fédération iséroise du PS depuis les années 80 part volontairement en fumée dans la nuit.

7/11, Athènes (Grèce).

*Des compagnons* attaquent au molotov la camionnette de la police anti-émeute (MAT), garée devant les bureaux du parti KINAL (ex PASOK, socialiste), et la police à moto (DIAS) qui les accompagnait pendant leur changement de service.

12/11, Vernon (France).

Dans l'Eure, l'entreprise de maintenance *SGA Mobility* qui s'occupe de la maintenance des 130 bornes de rechargement des voitures électriques du département, se plaint de sabotages réguliers au niveau des trappes de branchement.

15/11, Kiel (Allemagne).

Dans le Schleswig-Holstein, cinq berlines et un camping-car de la concession *Mercedes* partent en fumée, après que les incendiaires

Non, si quelque chose nous épate encore naïvement, ce n'est pas le rapport de force programmé par les syndicats entre deux couloirs ministériels, mais les enthousiasmes faciles de révolutionnaires pour appeler à rejoindre la grève, à la grrrande grrrève générale, des appels qui mettent en pause toute réflexion critique. Pour rajouter à « l'effet mobilisateur », le procédé invariablement employé est celui de l'exagération et de la mystification, parfois à des niveaux qui laissent loin derrière les professionnels de la propagande (politiciens et cadres syndicaux). « *Grève générale contre Macron et son monde* » a-t-on par exemple pu lire, quand il s'agit d'une grève partielle et reconductible contre... la réforme des retraites (soit *pour* ce monde).

D'ailleurs, tant qu'on y est, peut-être cela vaudrait-il la peine de réfléchir un instant au-delà du brouhaha, des fanfares syndicales et des banderoles « *Marx ou crève* » de nos chers radicaux vêtus de noir pour l'occasion (ne vous inquiétez pas, ça fait juste partie du cirque, demain ils les changeront à nouveau pour les pénibles habits rouges de la « *dialectique de classe* » ou de la « *valeur de la valeur* », sinon de « *la montée du fascisme* » pour les plus dilettantes), sur ce qu'est « la retraite ». Organisée par l'État, cogérée par les syndicats patronaux et de travailleurs ou des mutuelles, la retraite consiste en de fabuleuses sommes d'argent qu'on enlève aujourd'hui aux salariés pour les leur redonner (bon, ça peut fluctuer comme on le voit aujourd'hui) demain à petites doses quand elles et ils seront trop vieux pour encore produire à plein. Le débat entre retraite par répartition et par capitalisation a notamment pour toile de fond la question des « *pension funds* » (pour utiliser un terme anglais), déjà actifs dans le domaine des complémentaires (notamment chez les fonctionnaires) et introduits de façon plus large depuis octobre dans la loi via les *Plans épargne retraite* (PER), et que la baisse programmée des montants versés va renforcer. Car les sommes récoltées ne sont pas simplement « virtuelles » : elles alimentent d'importants acteurs sur les marchés financiers. Tout comme les banques, les fonds d'investissements etc., les « *pension funds* » spéculent sur tout, investissent dans tous les domaines. De la spéculation sur la faim à la spéculation immobilière, de l'investissement dans les « énergies vertes » aux financements des industries de guerre, des prêts à l'État pour qu'il finance ses prisons et ses policiers

aux capitalisations de conglomerats industriels. Bref : la retraite n'est pas juste les sous qu'un retraité peut recevoir à la fin de sa « carrière », elle représente un levier financier important dans le monde capitaliste.

Alors pourquoi le gouvernement français, à l'instar de ses homologues européens, s'obstine-t-il à vouloir réformer le système des retraites ? Pour écraser plus encore « *les précaires, les femmes et les plus pauvres* » comme le résume, sans aucun dogmatisme racoleur bien sûr, un autre de ces appels enthousiasmé par une mobilisation syndicale ? Cela pourrait certes être un des effets de la réforme, mais ce que l'actuel gouvernement français cherche à faire, c'est de mettre le territoire qu'il administre à jour dans le monde d'aujourd'hui. C'en est fini avec l'État-papa qui donnait globalement de l'argent pour acheter la paix sociale, pour promouvoir « le progrès social » et éviter les révolutions – car *ce modèle est obsolète*. Alors, comment ne pas se rendre compte que *presque tous les mouvements sociaux contre telle ou telle réforme* sont des mouvements essentiellement défensifs et *conservateurs* d'un statu quo en voie d'être laminé ? On n'est plus au temps où ils s'insurgeaient pour démolir des pans de ce monde en partant à l'assaut du ciel ou pour arracher des lambeaux de la bourse du capital, ce qui repose la vieille question de si on peut partir à l'offensive à partir d'une position structurellement défensive. Ces mouvements défendent le monde qu'ils connaissent, celui qui a notamment réussi à garantir à certaines couches de prolétaires en Europe un niveau de vie permettant l'accès à la consommation de masse, aux loisirs et divertissements. Un monde dont le prix a toujours été payé ailleurs, par d'autres prolétaires, qui de la consommation de masse n'ont vu que les déchets, et qui meurent au fond des mines en Afrique ou dans les usines de textile en Asie. Et c'est ça qu'il faudrait défendre ? C'est pour cela qu'il faudrait faire grève ?



**A**u fond, la retraite, c'est un prêt que les salariés font à l'État et au Capital, en espérant que ces derniers tiennent leur promesse quarante ans plus tard. Alors franchement, au fond, qu'est-ce que tout cela pourrait bien avoir à faire avec... des anarchistes ? Si les syndicats veulent un régime de retraite, cela implique de fait l'existence de l'État, voir le maintien d'une intervention

aient découpé un grillage. Des centaines de milliers d'euros de dégâts.

15/11, Herve (Belgique).  
Un hangar où sont entreposées des voitures saisies administrativement ou judiciairement est incendié : des dizaines de véhicules partent en fumée.

15/11, Geisenheim (Allemagne).  
En Hesse, à l'aide de pneus, le *Autonome Gruppe Kommando Hêlîn Qereçox/Anna Campbell* met le feu à l'arrière du bâtiment administratif de l'entreprise d'armement *Ferrostaal*. La longue revendication explique le rôle de cette entreprise, qui livre son matériel de mort notamment au régime d'Erdogan et à l'Arabie Saoudite et exprime sa solidarité avec la « *lutte de libération kurde* », « *tous les compagnons et compagnonnes en cavale, en prison et en lutte* » et « *Loïc et les 3 du banc public* ».

16/11, Besançon (France).  
Dans le Doubs au milieu de la nuit, une voiture du journal local *L'Est Républicain* part en fumée, tandis que l'utilitaire *Orange* garé à côté est volontairement endommagé par les flammes. Revendiqué par *Gilles&John*, qui mettent notamment en avant le rôle de collaboration des journalistes avec les flics et l'implication d'*Orange* dans l'exploitation, le contrôle et la smart city.

16/11, Carcassonne (France).  
Dans l'Aude, alors que des pneus s'enflamment sur les ronds-points alentours, une antenne de téléphonie mobile Orange et SFR est incendiée peu avant minuit. Située dans la zone économique de Salvaza, cette antenne nodale qui renvoie le signal vers 19 autres sites sur près de 30km, est gravement endommagée, sa

structure étant touchée en plus de ses câbles.

16/11, Paris (France).

Lors de la manifestation anniversaire des un an du mouvement des gilets jaunes, une armoire électrique centralisant l'alimentation des caméras de vidéosurveillance fixes aux abords de la Place d'Italie est sabotée, rendant aveugle la salle de commandement de la Préfecture de police dans cette zone. Par ailleurs, des films en plastique sont tendus entre des poteaux pour faire chuter les flics en moto de la BRAV et des clous tordus répandus sur la chaussée dans le même but.

17/11, Borna (Allemagne).

En Saxe dans la banlieue de Leipzig, les vitres de la permanence du parti d'extrême-droite AfD sont fracassées avec une plaque d'égout. Il s'agit de la onzième attaque contre ces mêmes locaux.

17/11, Berlin (Allemagne).

Un véhicule de l'entreprise *KONE*, spécialiste dans la conception et la fabrication des systèmes d'ascenseurs et d'escalators mais aussi de système de verrouillage de portes des cellules en prison, est incendié dans le quartier de Prenzlauer Berg. Revendiqué en solidarité avec les personnes poursuivies et incarcérées par l'Etat grec et une compagne arrêtée à Berlin (Thunfisch). « *Feu aux prisons, liberté pour tous les prisonniers* » conclut le communiqué.

17/11, Athènes (Grèce).

Dans le quartier Ambelokipoi, les vitres et le distributeur d'une agence bancaire *Eurobank* sont fracassés. Les *amis de la violence asymétrique* revendiquent : « *cette action était un signe de solidarité et*

majeure de l'État dans la vie sociale. Certes, nous ne voulons pas apporter de l'eau au moulin des ultralibéraux, mais l'anarchiste, c'est quand-même l'ennemi de l'Etat, non ? Elle ne veut pas que l'État préserve ou augmente son pouvoir, non ? Il ne veut favoriser d'aucune manière que l'État s'approprie toujours plus de leviers pour nous dominer, non ? Mais alors...

Le plus insupportable dans tout cela est peut-être en fin de compte l'hyperbole du *nous* qui infeste les discours radicaux. « *Nous les salariés* », « *nos colères* », « *c'est dans toutes les têtes* ». Mais quel est ce « *nous* » dont ils parlent ? De la condition d'exploité que l'on partage (de force, pas de gré) ? De l'opposition « commune » qu'on aurait contre « la réforme », bien qu'en étant aussi large elle rassemble forcément une foule et des intérêts des plus hétérogènes ? C'est le refrain de toujours, de la *convergence* comme de la *composition* ou des *alliances* objectives, celui qui a toujours mené vers les mêmes impasses : *la fameuse condition qui créerait la conscience*. Pourtant, il semble plutôt que la conscience, c'est le rejet de la condition... et de son monde. L'exploité qui ne veut plus être exploité ne revendique pas une retraite, il revendique la fin du salariat. L'opprimé qui ne veut plus être commandé ne suit pas les mots d'ordres venus d'en haut, il chante sa propre chanson. Le sujet qui ne veut plus être gouverné, ne revendique pas davantage d'État, mais le repousse toujours au loin en l'acculant et le désorganisant pour finalement l'anéantir. Il n'y a aucune dialectique de funambule qui peut casser un raisonnement aussi limpide que celui-ci : tout ce qui renforce l'État nous éloigne de sa destruction.

Tâchons donc, de notre côté, d'éviter les enthousiasmes faciles, aiguisons plutôt notre regard critique. L'année dernière, des vagues de colère sauvage ont déferlé sur l'Hexagone malgré le scepticisme initial de beaucoup. Une révolte qui a échappé aux traditionnelles médiations syndicales et politiques (quoi que non pas sans en produire des nouvelles), qui a multiplié les affrontements, les incendies, les bris et saccages, le sabotage... la destruction. Pour des motifs parfois futiles, avec des motivations souvent très divergentes, à la limite en répétant des âneries lues ou vues ici ou là (comme l'interprétation parfois complotiste du monde), mais cette révolte a en tout cas *déchaîné* quelque chose, elle a ouvert des es-

paces possibles à toutes et tous en refusant dans un premier temps partis et syndicats. A l'inverse, une grève menée par les syndicats et qui ne parvient pas à s'en dégager ne déchaîne rien du tout, elle *enchaîne*. Contrairement aux espoirs de toujours que « de la révolte il restera bien quelque chose », on peut craindre que cette grève produise exactement le contraire : ramener de l'ordre dans la contestation sociale, face au caractère souvent incontrôlé qui a longtemps prévalu au sein du mouvement des gilets jaunes dans de nombreuses villes. C'est d'ailleurs le rôle par excellence des syndicats. Et pour l'État, cet enjeu vaut bien quelques semaines de pagaille dans les transports.



Reste bien sûr une question : est-ce qu'il y a des analyses, des signes ou des intuitions qui semblent indiquer que cette grève pourrait dérailler vers *quelque chose d'autre* qu'un rapport de force entre État et syndicats, appuyés au besoin par une main d'œuvre radicale ? Pour l'instant, malgré les comptes rendus enflammés de telle ou telle manifestation, malgré la surenchère des appels à s'y joindre, malgré les palettes qui crament devant les entrées des raffineries (qui continuent bien sûr d'approvisionner à foison les flics en carburant tout en asséchant les pompes où se servent les manifestants), on est enclin à répondre par la négative.

Peut-on tout de même essayer de faire dérailler cette grève en toute autonomie et contre les bergers qui mènent actuellement le troupeau contestataire ? Certainement ! Toute perturbation du train train ouvre des possibilités à qui veut bien s'en saisir, d'autant plus lorsqu'est débarrassé de l'illusion du quantitatif et qu'on a clarifié ses propres perspectives. De toute façon : « *La joie du résultat est déjà dans la joie de l'effort. Celui qui fait les premiers pas dans un sens qu'il a toute raison de croire bon, arrive déjà au but, c'est-à-dire qu'il a la récompense immédiate de ce lauréat.* » Nous n'avons pas besoin de mirages pour nous mettre en route.



*de complicité avec les rebelles du Chili. C'était aussi un cri de solidarité et de force pour nos compagnons en cavale, poursuivis et incarcérés. »*

18/11, Toulouse (France).

De nombreux horodateurs sont sabotés avec de la mousse expansive par A.S.V.P. *Autonomie Solidarité Vandalisme Paillettes*, notamment contre la smart city, le projet de restructuration urbaine TESO/ Grand Matabiau et la marchandisation du monde, à l'occasion du premier anniversaire du mouvement des gilets jaunes.

18/11, Cavignac (France).

En Gironde, le *McDonalds* de la rue Neuve est complètement détruit vers 1h30 par un incendie volontaire parti des réserves avant de se propager au vestiaire puis à toute la structure.

18/11, Caen (France).

Dans le Calvados, le hall d'entrée du bâtiment du CROUS de l'Université est ravagé par un incendie vers 1h30 du matin. Un tag « *La précarité tue* » est retrouvé à côté, en référence à l'immolation d'un étudiant de 22 ans le 8 novembre dernier à Lyon qui a provoqué une vague de protestations contre le CROUS.

19/11, Toulouse (France).

Cinq véhicules du '*Service Pénitentiaire d'Insertion et de probation*' (SPIP) et de la '*Protection Judiciaire de la Jeunesse*' (PJJ) sont incendiés dans la nuit avenue de Lespinet, tandis qu'un tag « *Libérez les GJ* » est retrouvé au sol. Les flammes ont aussi eu le temps de lécher les bureaux, de noircir la façade et de détruire plusieurs vitres de cette administration du *Ministère de la Justice* sous l'effet de la chaleur.

19/11, Munich (Allemagne).  
En Bavière, l'antenne de téléphonie mobile de la rue Landsberger est incendiée vers 4h du matin. Les flammes ont atteint 40 mètres de hauteur en courant le long des câbles, et les dégâts sont estimés à 250.000 euros.

19/11, Athènes (Grèce).  
Des *compagnons* et *compagnoennes* revendiquent l'incendie d'une voiture de police dans le quartier Nea Filadelfia.

20/11, Lyon (France).  
Dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, les vitres du service d'accueil des boursiers du CROUS sont fracassées dans la nuit. Des tags « *Le Crous assassine* », « *le Crous tue* » sont retrouvés sur place. Revendiqué par « *C.A.R.G.L.A.S.S* (*"Compagnie Autonome Révolutionnaire Gardant l'Anonymat pour Sa Sécurité"*) *2e Génération, la jeunesse prend la relève* », qui conclut son texte par « *Reprenons le sabotage, relançons les grèves, attaquons l'État et ses lieux de pouvoirs* ». Depuis le 8 novembre, sept des vingt-six centre régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) ont été pris pour cible un peu partout.

21/11, Athènes (Grèce).  
La permanence du parti Néa Dimokratía (au pouvoir) et le bâtiment de La Poste sont attaqués avec des engins incendiaires et perdent leurs vitres dans le quartier de Pefki. Revendiqué par *Combattants anarchistes / cellule Horizon de la destruction* : « *Force et complicité avec les prisonniers anarchistes partout dans le monde. Rien n'est fini et nous reviendrons. Vive l'anarchie* »..

## | Aujourd'hui, pas demain |

La question de la stupide défense par certains libertaires du système actuel de retraite relève peut-être d'un malentendu historique, puisqu'elle emprunte généralement les traits de l'idéologie citoyenniste des *droits acquis* (sans leurs devoirs ni la prison et les flics pour les sanctionner ?) ou des mythiques *progrès sociaux* (du Front populaire de 1936 écrasant les occupations d'usines au « *programme de la Résistance* » de 1945 signé entre conservateurs et stalinien), comme si quoi que ce soit d'étatique pouvait jamais être autre chose que le fruit d'un rapport de force défait entre l'ordre et des tensions subversives. Car avant d'en arriver là, on oublie souvent un peu vite que nombre d'anarchistes avaient combattu pied à pied pendant des décennies l'instauration d'un système de retraite, conscients qu'enchaîner les exploités à leurs bourreaux ne pouvait que conduire à un processus d'intégration à ce qu'on entendait pourtant détruire au plus vite, le capitalisme et l'étatisme.

N'était-ce en effet pas l'État lui-même qui s'était mis à étendre à ses plus fidèles larbins civils un système de retraite d'abord réservé aux militaires, des employés de la *Banque de France* (1802) à ceux du ministère de l'Intérieur (1806), des professeurs d'Université (1808) ou à ceux de l'*Imprimerie Nationale* (1824), puis à l'ensemble de son petit personnel (1853), afin de s'assurer d'une *loyauté* sans faille au service du plus froid des monstres froids ? N'étaient-ce pas de la même façon les patrons des compagnies de chemin de fer privées qui avaient de leur propre chef créé dès les années 1850 des caisses de secours et de retraite pour leurs mécaniciens, aiguilleurs, lampistes et autres brigadiers de voie, afin de *s'attacher* et fixer leur main d'œuvre ? Un mouvement qui sera à cette époque suivi par le *Comité des Forges* dans la métallurgie ou les compagnies minières. N'était-ce pas aussi le très autoritaire Bismarck qui fit à la fois promulguer en Allemagne les féroces lois anti-socialistes de 1878 et un système complet d'assurances accident, maladie, invalidité et retraite en 1889, afin de renforcer le lien entre les sujets et leur jeune Empire ré-unifié, tout en « *forge[ant] une mentalité conservatrice*

*dans la masse des plus démunis, laquelle légitimera les retraites », selon les mots du chancelier lui-même ? A l'heure où l'horizon était encore celui des insurrections (avec un imaginaire parti de 1848 jusqu'à la Commune) et de la révolution, c'est un mouvement venu d'en haut – patrons aux intérêts bien compris, Etat massacreur de grévistes, socialistes autoritaires– qui allait œuvrer à introduire ce terrible deal : sacrifier toute une vie de la-beur contre l'espérance d'une fin moins misérable, rêver à un nouvel horizon forgé d'une même chaîne jusqu'à la mort, survivre dans une pénible communauté d'intérêts financiers entre exploiters et exploités... plutôt que de renverser la table immédiatement.*

Pour trouver des traces de l'opposition des anarchistes à la création d'un système de retraite, nul besoin d'aller chercher bien loin, puisqu'il suffit de s'intéresser aux compagnons actifs au sein de la CGT des débuts, sans oublier ceux restés sur des bases anti-syndicalistes.

Passé du socialisme à l'anarchisme, l'historique secrétaire de la *Fédération des Bourses du Travail* Fernand Pelloutier, s'insurgeait ainsi dès septembre 1898 lors du quatrième Congrès de la CGT face aux projets de loi les plus divers qui se succédaient à la Chambre des députés depuis le début des années 1890 : « *Comment les ouvriers, qui ont accepté la lutte des classes viennent-ils demander des retraites à la société capitaliste ? Nous avons lutté depuis si longtemps pour faire comprendre aux ouvriers à travailler eux-mêmes à leur bien-être naturel, et aujourd'hui, on veut soumettre au congrès des projets de loi pour demander aux capitalistes des retraites ouvrières !* » Une position tout sauf incongrue qui avait déjà été défendue lors du congrès de l'année précédente par Bernadac, un compagnon représentant des Tailleurs d'habit de Toulouse et Paris, refusant toute législation de retraite perçue comme « *une atteinte portée aux droits de la révolte du travailleur vis-à-vis du patronat* » et préconisant la « *Révolution Sociale qui nous donnera une retraite par les biens que l'on prendra aux exploiters.* » Pourquoi en effet demander à l'État ou aux patrons de gérer une partie d'un existant (la vieillesse) qu'il revenait aux prolétaires d'auto-organiser eux-mêmes directement, en s'en procurant les moyens à travers l'expropriation généralisée ?

Face à eux, les réformistes socialistes et certains syndicalistes révolutionnaires vont longtemps tourner autour du pot avant de baisser pavillon : ils acceptent

22/11, Dresde (Allemagne).  
En Saxe, une camionnette du constructeur de taules (comme la maxi-prison prévue à Zwickau), l'entreprise de BTP *Hentschke*, part en fumée.

25/11, Göttingen (Allemagne).  
En Basse-Saxe, le bâtiment administratif qui abrite l'Office des Étrangers est incendié vers 3h du matin, à partir de sa cage d'escalier. Revendiqué contre les expulsions de sans-papiers à l'occasion de la visite de l'ancien ministre de l'Intérieur et de l'Extérieur, Thomas de Maizière : « *Vu la souffrance et la mort de milliers de personnes qui ont à subir le régime d'expulsion et de refoulement, nous disons clairement : nous parlons sérieusement ! Nous ferons ce qui est nécessaire pour agir efficacement contre ce crime quotidien ! Même si cela demande toute notre mise en jeu et notre courage. C'est le seul moyen !* »

25/11, Manosque (France).  
Dans les Alpes-de-Haute-Provence, sur le Mont des Spels, le local technique qui alimente les antennes de télévision, radio (RTL, RMC) et téléphonie (SFR, Orange) part en fumée peu avant 6h du matin, tout comme les câbles de plusieurs d'entre elles. Plus de télé pendant plusieurs jours dans le coin, mais aussi de liaison radio pour les flics et les gendarmes.

26/11, Paris (France).  
Une camionnette de la mairie part en fumée rue Duc (18e arr.). « *Solidarité avec les personnes qui luttent pour une vie libre, au Chili et ailleurs* » conclut la revendication.

26/11, Stralsund (Allemagne). En Poméranie devant le commissariat, un véhicule de police est incendié au cours de la nuit.

27/11, Bâle (Suisse). Un distributeur de billets de La Poste es incendié à l'aide d'un bloc d'allume-feu déposé contre l'écran. Revendiqué en solidarité avec « *les différentes révoltes, luttes et soulèvements qui éclatent en ce moment aux quatre coins du monde* », « *Que le feu de la liberté s'étende encore ! Contre toute autorité !* ».

27/11, Dresde (Allemagne). Un poids-lourd du groupe industriel *Thyssen-Krupp* est « *démoli* ». Une bonne partie des activités de *Thyssen-Krupp* se situent dans le secteur de la défense, et son nom figure sur la liste « *Ennemis de la liberté* » qui recense les entreprises de ce secteur, trouvable sur [herzdeskrieges.blackblogs.org](http://herzdeskrieges.blackblogs.org)

27/11, Wuppertal (Allemagne). En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un véhicule de l'entreprise *Spie*, prestataire de services notamment employé par les prisons allemandes, est incendié dans la nuit. Revendiqué en solidarité avec les compagnons incarcérés à Hambourg (G20 et Bancs publics), les occupants du *Liebig34* à Berlin et ceux en procès suite à une manif sauvage dans la ville.

27/11, Turin (Italie). Cinq agences bancaires du quartier de *Vanchiglietta* se font fracasser les vitres à coups de masse en solidarité avec les compagnons du Trentin visés par l'opération policière *Renata*.

certes d'emblée le principe des retraites, mais pas qu'elles soient financées par des cotisations ouvrières, car cela constituerait une perte inacceptable sur de chiches salaires, un impôt supplémentaire au nom d'un hypothétique retour sur cotisation. Face à leurs arguments de les faire financer par les seuls exploiters, est alors opposé que les employeurs voudront récupérer ces frais non pas sur leurs profits mais soit sur le salaire, soit sur le prix des produits. Face à leurs arguments de les faire financer par le seul Etat, est alors opposé que les ouvriers sont aussi des contribuables et des consommateurs, que ce qui leur sera donné par la caisse des retraites « *leur sera retiré par l'élévation des choses naturelles de la vie* ». Plus généralement, face aux concours de propositions pour aménager les projets législatifs en cours ou suggérer à l'État de trouver de l'argent pour les retraites ailleurs que sur les ouvriers (de la suppression des sous-préfectures et des tribunaux à celle des armées permanentes ou du budget des cultes), les partisans de l'autonomie du mouvement ouvrier au sein de la CGT arguent que c'est à l'État, alors clairement perçu comme un instrument de la domination, de se débrouiller sans que les syndicalistes n'aient à élaborer de contre-projets.

Pour contourner le problème du financement des caisses, le compromis se fera alors pendant longtemps au sein du syndicat non pas sur leur création, mais sur la focalisation des luttes sur les salaires, l'augmentation de ces derniers permettant aux familles ouvrières de garder leurs anciens avec eux plutôt que de les envoyer à l'hospice (créés en 1905). En somme, préserver la communauté ouvrière et la vie privée de toute ingérence d'un Etat structurellement au service de l'adversaire de classe.

En dehors du syndicat, les critiques anarchistes contre l'instauration d'un système de retraites sont bien entendu encore plus vives que celles des compagnons qui s'organisent en son sein, en mettant non seulement sur le grill la question de la confiance (ce que les marxistes appelleront plus tard un salaire différé) ou de l'attente, mais tout simplement de la vie même pour laquelle on se bat, ici et maintenant. Pour prendre deux exemples, cette question est abordée par Albert Libertad dès le premier numéro du journal *l'anarchie*, en avril 1905, dans l'article *Aux résignés* : « *Je ne veux pas troquer une part de maintenant pour une part fictive de demain, je*



*ne veux céder en rien du présent pour le vent de l'avenir. Je ne veux rien courber de moi sous les mots Patrie – Dieu – Honneur. Je sais trop le vide de ces mots : spectres religieux et laïques. Je me moque des retraites, des paradis, sous l'espoir desquels tiennent résignés, religions et capital. Je ris, de ceux qui accumulent pour leur vieillesse se privent en leur jeunesse ; de ceux qui pour manger à soixante jeûnent à vingt ans... Vivons ! La Résignation, c'est la mort. La Révolte, c'est la Vie. »* Cette position restera constante, et Libertad aura plusieurs fois l'occasion d'y revenir, toujours en proposant l'agir du présent, y compris contre la loi, sans attendre les lendemains qui chantent : « *Toute la vie et tout le bonheur des hommes se trouvent rapportés à demain. Ô le demain fatidique : le demain des paradis après la mort, le demain des retraites lors de la vieillesse ; le demain d'un monde nouveau après la révolution. Toujours demain. Et alors ne comprendrez-vous pas que des hommes aient le désir de vivre aujourd'hui, maintenant, et que leurs dents se ferment férocement sur le butin social afin d'en arracher leur part en dehors des lois et des formules, des préjugés et des morales ?* » (Les révoltes utiles, 1907).

Après sa mort, on peut également trouver une critique identique sous la plume d'un autre compagnon, dans la brochure *Fusillés et fusilleurs* (ed. Librairie Internationaliste, 1911), qui insiste cette fois sur la contradiction entre reproduction et destruction de l'existant, patrons et ouvriers compris : « *Quant aux retraites ouvrières, belle moquerie qui consiste à offrir au vieil ouvrier de soixante-cinq ans, une somme de vingt sous par jour, lorsqu'il aura travaillé toute sa vie et accompli ce tour de force, de ne pas être crevé de faim, de misère, de maladie ou d'accident ! Une farce aussi grossière et aussi écœurante ne peut attraper que quelques nigauds et nous ne voulons pas nous y arrêter... Il y a mieux à faire dans la Société actuelle. Le salaire, en vertu des lois économiques de l'offre et de la demande ne peut qu'être suffisant pour permettre à l'ouvrier de ne pas disparaître. L'intérêt du patron est diamétralement opposé à celui de l'exploité et c'est perdre son temps que de vouloir les concilier en équilibrant leur situation. Ce qu'il faut, c'est qu'il n'y ait plus ni tyrans, ni esclaves, ni patrons, ni ouvriers, ni exploiteurs, ni exploités.* »



**E**n avril 1910, c'est en s'inspirant du modèle étatique bismarckien qu'est votée la première loi sur les *retraites ouvrières et paysannes* (ROP), un système obliga-

29/11, Gênes (Italie). Une voiture du consulat de Turquie est incendiée dans le quartier de Castelletto. Revendiqué par la *Cellule anarchiste Lorenzo Orsetti*, contre la guerre et otamment parce que « *C'est à nous, les anarchistes, d'en finir avec ceux qui un jour ont décidé que certains pouvaient soumettre les autres, par la force et l'arrogance. Nous devons être en permanence une épine dans le pieds de l'opresseur, c'est nous qui devons dicter les temps de l'attaque et non pas le faire seulement quand par-ci par-la dans le monde tombent les tonnerres de la répression.* »

29/11, Hendaye (France). Cinq sans-papiers parviennent à s'évader du centre de rétention administrative (CRA) en brisant une vitre blindée à l'aide d'un dossier de banc en pierre arraché dans la cour. Ils sont rattrapés à différents endroits après une chasse à l'homme des polices françaises et espagnole en tentant de franchir la frontière au niveau du fleuve Bidassoa.

30/11, Argentan (France). Dans l'Orne, deux armoires de raccordement à la fibre optique *Orange* sont sabotées en coupant leurs câbles. Une dizaine de jours sans internet pour le quartier.

30/11, Athènes (Grèce). *Des anarchistes* revendiquent l'incendie de cinq distributeurs de billets au cours des derniers jours : « *Devant l'ultimatum de la normalité, nous répondrons que nous resterons anormaux.* »

## DÉCEMBRE 2019

1/12, Rome (Italie).

L'incendie d'une cabine électrique le 6 novembre dernier à côté de la gare Tiburtina qui a bloqué de nombreux trains, est revendiqué en solidarité avec la révolte au Chili et les anarchistes incarcérés en Italie.

1/12, Leipzig (Allemagne).

Incendie du tribunal administratif fédéral, en solidarité avec personnes touchées par le procès à venir contre *Indymedia Linksunten*, Loïc et les *Trois du banc public* (Hambourg).

1/12, Hambourg (Allemagne).

Une *cellule féministe autonome* revendique l'incendie d'un utilitaire de l'entreprise *Bosch*, le géant industriel dont une importante partie des activités sont concentrés sur le secteur de la sécurité et de la défense.

2/12, Haute-Loire (France).

Une trentaine de pompes d'une dizaine de stations-service sont sabotées en lacérant/perçant leur tuyau à Yssingeaux, Retournac, Monistrol-sur-Loire, Saint-Julien-Chapteuil, Le Chambon-sur-Lignon, Tence et Chadrac (Haute-Loire). Idem à Saint-Agrève (Ardèche). Toutes doivent fermer leurs portes.

2/12, Athènes (Grèce).

*Des anarchistes* revendiquent l'incendie d'une camionnette de la société de sécurité et de contrôle *Alphacom* (notamment installateur des équipements de *Tyco*) dans le quartier de Kaisariani. En solidarité avec différents compagnons grecs incarcérés ou en cavale, ainsi que Loïc (incarcéré à Hambourg suite au G20).

toire et général par capitalisation pour les travailleurs âgés de plus de 65 ans. Ce système dénoncé comme la « *retraite des morts* », un « *billet de loterie* » (3% d'ouvriers atteint alors les 65 ans, l'espérance de vie étant de 49 ans pour les hommes) doublé d'une « *escroquerie* » (le salaire étant déjà le produit du vol de la plus-value par les exploiters, la cotisation salariale obligatoire dans des fonds par capitalisation leur octroie une somme spéculative supplémentaire pour « *soutenir la guerre* ») fait alors l'objet d'une vive agitation à coups de meetings, manifestations et affiches. Fruit du rapport de force, la Cour de cassation finira par rendre le système facultatif en 1911, annulant le caractère obligatoire de la loi parce qu'un employeur ne pouvait pas « forcer » un salarié à cotiser contre son gré, tandis que l'âge de départ sera abaissé à 60 ans en 1912, ne changeant pas grand chose à l'affaire puisque les pauvres mourraient toujours bien avant !

En passant, cela montre au moins que des premières lois jusqu'à nos jours, ce fameux âge de départ à taux plus ou moins plein n'a pas grand chose à voir avec la notion d'espérance de vie, puisqu'il fluctue invariablement depuis plus d'un siècle entre 60 et 65 ans. Comme le faisait déjà remarquer le journal *l'anarchie* dans sa brochure « *La duperie des retraites ouvrières* » de 1910, la question des retraites a toujours été liée à celle de la durée d'exploitation qu'on pouvait tirer des esclaves salariés, et pas à celle d'un juste repos garanti en échange d'efforts consentis au long d'une vie de privations et de souffrances. Un joug que la domination n'a jamais entendu desserrer avant d'avoir tiré un profit maximum de chaque corps sous son emprise, sauf à crever plus tôt (de silicose ou d'épuisement).

Quant à la CGT, où les anarchistes étaient sans cesse en perte d'influence, son chemin rejoignit vite l'analyse prémonitoire de certains compagnons, qu'ils soient ou non favorables à y participer. Libertad put ainsi exposer dès 1906 que « *les syndicats disciplineront plus fortement qu'elles ne l'ont jamais été les armées du Travail et les feront, bon gré mal gré, de meilleures gardiennes encore du Capital* », tandis que Malatesta avertissait l'année suivante lors du *Congrès anarchiste international* d'Amsterdam que « *le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur sans autre but accessible –et encore !– que l'amélioration des conditions de travail* ». Contestant le choix gouvernemental de la capitalisation adopté en 1910, la CGT finira ainsi bien-

tôt par y opposer une simple alternative, la répartition, avec trois parts de financement — ouvrière, patronale et étatique —, tout en essayant de réduire la première. Un chemin qui ira de pair avec le fait de donner des formes légales aux manifestations à partir de 1909, de participer à l'Union sacrée lors de la Première boucherie mondiale, de siéger dans les *Comités d'Ateliers* créés en 1915 par le ministre socialiste des Munitions, d'accepter que les fonds d'aide mutuelle des *Caisses de Solidarité* – administrées par les travailleurs eux-mêmes – soient transformés en prestations de chômage versées par l'État et financées par des prélèvements sur les salaires.

Après la mobilisation massive des prolétaires pour s'entre-massacrer, ce qui mit notamment en faillite les caisses de retraite des mineurs et des cheminots faute de cotisations, l'État fit son grand retour pour contribuer au système, bien que ce soit encore la capitalisation qui soit retenue tout au long des années 30 (la CGT créant du coup elle-même ses propres caisses par capitalisation suite à la loi sur les assurances sociales d'avril 1928, histoire que l'argent revienne aux siennes plutôt qu'à d'autres).

Pour illustrer le réalisme triomphant porté par toute logique syndicale et mesurer le gouffre parcouru depuis la position initiale de Pelloutier en 1898, prenons par exemple l'article de Pierre Besnard sur les *assurances sociales*, rédigé en 1934 pour l'*Encyclopédie anarchiste*. Ce dernier n'est pas un illustre inconnu, il incarne alors l'aile la plus radicale du syndicalisme révolutionnaire, d'abord en tant que secrétaire confédéral de la CGT-SR à partir de 1929, puis en participant à la création de la CNT française en 1946, quelques mois avant sa mort. Après avoir réitéré la vieille critique du refus des cotisations ouvrières, sa résignation se fait évidemment pragmatique (« *N'est-il pas normal que le patron, qui ne paye à l'ouvrier qu'une partie du fruit de son travail, sous forme de salaire (1/3 environ), qui, en outre, bénéficie entièrement du prix de cet effort, assure l'ouvrier contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité, etc. ? C'est l'évidence même. Mais est-il possible d'obtenir cela ? Malheureusement, il apparaît qu'on ne l'obtiendra pas* »), avant de défendre en guise d'anarchisme... que les cotisations ouvrières soient supérieures à celles des patrons afin de pouvoir diriger les caisses et veiller à l'affectation de la manne récoltée (« *Nous pouvons craindre que les énormes capitaux qui seront... constitués par les versements patronaux*

2/12, Berlin (Allemagne).

Pendant la nuit, des saboteurs pénètrent dans l'enceinte de l'entreprise d'armement *Thyssen-Krupp* et mettent le feu à trois poids-lourds. *Thyssen-Krupp* est un grand fournisseur du régime d'Erdogan, comme explique la revendication, qui termine en envoyant ses salutations aux « *trois du banc public* » et à Loïc (incarcéré à Hambourg pour des faits autour du G20) et sur « *Feu et flammes aux prisons et aux fabricants d'armes* ».

4/12, Thessalonique (Grèce).

L'*Organisation d'Action Anarchiste* revendique l'attaque incendiaire contre la caserne de l'OTAN auprès du quartier général de l'*OTAN-Rapid Deployable Corps Greece*, en réponse à la guerre déclenchée par l'armée turque contre les rebelles kurdes.

5/12, Chabrillan (France).

Dans la Drôme, plusieurs mètres de câbles de la ligne TGV Paris-Marseille et Paris-Montpellier sont incendiés à hauteur d'un boîtier électrique vers 5h30 du matin, après avoir soulevé les plaques en béton des rigoles, mettant la ligne à l'arrêt.

6/12, Landernau (France).

Dans le Finistère, l'armoire téléphonique *Orange* (techniquement, une armoire de brassage entre le central téléphonique et l'alimentation des quartiers) est incendiée vers 3h30 du matin à l'aide d'un conteneur à poubelles allée des Quatre-Vents. Plus d'un millier de lignes de téléphone et internet de tous les opérateurs sont coupés pour une bonne semaine, dont celles du collège ou du supermarché Leclerc.

30 000 € de dégâts. Cette armoire avait déjà subi le même sort la nuit du 8 mars 2019.

6/12, Nouvion (France). Dans la Somme, une salle de classe du collège Prévost est volontairement incendiée vers 18h30, après avoir forcé un volet puis une fenêtre et mis le feu à un tas de papier.

6/12, La Ferrière (France). En Vendée, le toit et l'intérieur de mairie partent en fumée vers 1h30 du matin, après que trois foyers aient été allumés, notamment dans un local administratif. Elle doit fermer ses portes.

6/12, Athènes (Grèce). La nuit de l'anniversaire de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos (en 2008), des attaques coordonnées revendiquées par *compagnons et compagnones* brisent les vitres chez 30 cibles capitalistes et étatiques : 10 filiales bancaires, 10 supermarchés, 2 entreprises de sécurité, plusieurs commerces de luxe et le *Club des Officiers Retraités*, dans les quartiers de Ampelokipoi, Kypseli, Sepolia, Zografou, Pefki, Vrillissia, Agia Paraskevi, Chologos, Ilion, Ilioupoli, Brahami, Elliniko et Glyfada.

6/12, Athènes (Grèce). Neuf véhicules d'un concessionnaire *Citroën* sont incendiés dans la nuit. « Cette entreprise est l'un des nombreux fournisseurs du matériel que la police grecque utilise pour traquer et arrêter » précise la revendication, qui se conclut par « Vers la destruction totale de la police et de ses collaborateurs, qui ont les mains couvertes de sang ».

*et ouvriers, ne servent à satisfaire des besoins autres que ceux auxquels ils sont destinés, ne deviennent entre les mains de l'État et du patronat une machine de guerre, un instrument de lutte contre la classe ouvrière ou servent à alimenter, sans qu'on le sache, quelque aventure coloniale.»).*

Oh, comme on est loin ici du constat amer tiré dans un autre article de l'*Encyclopédie anarchiste* de 1934, celui sur les *Fonctionnaires*, qui mettait encore directement en lien la question des retraites et celle de la pacification sociale, en pointant le changement de perspective créé par cette couche supplémentaire de domestication des bras et des consciences : « *Économiquement, ce qui maintient l'esprit rétrograde du fonctionnaire, c'est le régime des retraites qui lui est appliqué. Il abandonne la proie pour l'ombre. La perspective d'être à l'abri du besoin dans ses vieux jours l'écarte de toute lutte révolutionnaire et à mesure que les années passent et qu'il s'encre dans sa fonction, il est plus difficile de l'associer aux intérêts de ses frères de misère.* »



Pour finir, le système actuel de retraite par répartition présenté comme un grand acquis de la résistance contre le fascisme et qu'il faudrait préserver à tout prix, est en réalité un vieux projet de cadres de la CGT et d'une partie de l'appareil d'État, qui a été entamé sous le Front populaire, mis en œuvre par le régime de Vichy, et finalement achevé et complété à la Libération. Il n'a ainsi pas été mis en place par n'importe qui, puisque c'est René Belin, un des principaux responsables de la CGT siégeant à son comité confédéral depuis 1933, qui s'en est chargé après avoir accepté de devenir ministre du Travail de Pétain entre 1940 et 1942. C'est ainsi qu'il a lancé le premier système intégral par répartition en mars 1941, avec l'*Allocation aux vieux travailleurs salariés* (AVTS) basée sur une pension de 40 % du salaire de référence, à partir de 65 ans, entre une signature de la loi sur le statut des juifs et un appel au STO. L'AVTS, à la fois régime de retraite par répartition et minimum vieillesse, finira en 1944 par concerner 1,6 millions d'allocataires dont 1 million n'avaient jamais cotisé, renforçant comme Bismarck l'avait imaginé cinquante ans plus tôt l'*attachement* à l'État (quel qu'il soit), tant et si bien qu'il sera conservé jusqu'en 1956.

Et puisqu'il existe bien une terrible continuité de l'État malgré tous les beaux discours et que les systèmes de retraite peuvent réunir des autoritaires de tous bords, c'est le même type qui avait travaillé sous Vichy avec Belin en 1940 pour élaborer l'AVTS, Pierre Laroque –chassé non pour désaccord mais en raison de ses origines–, qui sera nommé en 1943 « *directeur des assurances sociales et de la mutualité* » par un De Gaulle en exil à Londres, puis directeur général de la fameuse *Sécurité sociale* à peine créée en 1944 avec l'aval du parti communiste. On notera aussi ironiquement que ce système par répartition modifié (celui actuel) était initialement moins généreux que celui de Vichy : alors que ce dernier entendait mettre un maximum de personnes âgées en retraite pour faire baisser le chômage, l'accord entre stalinien et gaulliste entendait à l'inverse maintenir un maximum d'exploités au turbin pour « *gagner la bataille de la production* », en repoussant de fait l'âge normal du départ à 65 ans (soit à nouveau la « *pension de la veuve* »).

Depuis plus d'un siècle, les fameuses pensions qui font aujourd'hui descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes contre une énième réforme, pose en réalité une question de fond qui n'a pas changé : non pas leur existence sous forme de régime unique ou pluriel, non pas leur existence par répartition ou capitalisation, et pas même celle du nombre de décennies à mourir à petit feu avant d'y prétendre, mais celle de la vie même que nous voulons, ici et maintenant, puisque contrairement aux chats nous n'en avons qu'une. Une vie passée à tenter de démolir l'existant plutôt que de spéculer sur une hypothétique vieillesse en aménageant les chaînes qui nous lient à lui.

Le 5 décembre à Nancy, lors de la première grosse journée de mobilisation, un tag au hasard des murs a retenu l'attention des journaux, ébahis par le refus du vieux *deal* de la (sur)vie passée à la gagner contre une lointaine promesse de bonheur : « *la retraite à 13 ans* » ! Face à un monde qui nous dépossède du berceau à la tombe –y compris sous forme d'une *retraite* à attendre–, mener une *offensive* sans calcul et sans certitude pour tout arrêter est bien la moindre des choses. Comme le disait un vieux surréaliste belge, « *l'avenir n'existe qu'au présent.* »



7/12, Leipzig (Allemagne).

Le rez-de-chaussée du *Centre fédéral des impôts et des finances de Saxe* est incendié dans la nuit en solidarité avec les compagnons en lutte dans les quartiers à Exarchia, Connewitz (Leipzig) ou Berlin, ceux incarcérés ou en cavale en Grèce. « *Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s ! Vive l'Anarchie !* » conclut le communiqué.

8/12, Weimar (Allemagne).

En Thuringe, les vitres d'une banque et de deux compagnies d'assurance sont brisées dans la nuit en mémoire d'Alexandros Grigoropoulos, assassiné à Athènes le 6 décembre 2008 par les flics. « *Solidarité avec Exarcheia ! Vive l'anarchie !* » conclut la revendication.

8/12, Rennes (France).

Le local du syndicat FO, garant de l'exploitation salariale et de la paix sociale, perd sa porte vitrée dans la nuit.

8/12, Kervignac (France).

Dans le Morbihan près de Lorient, le local technique de l'émetteur TDF situé à La Poudrière est volontairement incendié dans la nuit. Plus de réseau pendant plusieurs jours pour les quatre opérateurs de téléphonie mobile (*Bouygues, Orange, SFR et Free*) ni de radios publiques et privées.

9/12, Saint-Jean-de-Soudain (France).

En Isère, une partie de l'abattoir Charveyron est volontairement incendié. Le feu a pris dans l'isolation et s'est propagé à la toiture qui a été endommagée sur plus de 400 m<sup>2</sup>.

9/12, Castres (France).

Dans le Tarn, la porte et la

vitrine de la permanence du *Parti socialiste* sont brisés au cours de la nuit, et sa plaque disparaît.

9/12, Madrid (Espagne).

A l'occasion de la COP25 qui se tient dans la capitale, les écrans de distributeurs de billets de 24 agences bancaires du quartier de Chamberí sont brisés au petit matin. « *...l'action directe, dans les mains de chacune des personnes qui cherchent réellement à arrêter la dévastation, est la seule promesse à laquelle nous faisons confiance à présent. Arrêter la dévastation passe nécessairement par arrêter le Capitalisme.* » dit notamment le communiqué, qui se termine par « *Guerre à ceux qui détruisent la Terre. Pour l'Anarchie.* »

10/12, Madrid (Espagne).

*Quelques ami-e-s de Ludd* attaquent une dizaine de voitures en autopartage dans plusieurs zones d'un même quartier. « *Contre la technologie, contre l'État et le monde smart-zombie ! Que vive l'anarchie !* » conclut le communiqué.

Ce même jour à l'occasion de la COP25, *Des anarchistes* revendiquent le blocage de la route A42 avec des pneus enflammés au petit matin dans le sens de la sortie de la ville, à la hauteur de Plaza Elíptica.

10/12, Kiev (Ukraine).

Des *Makhnovistes* revendiquent la destruction incendiaire d'une antenne-relais de téléphonie mobile de *Lifecell* (filiale de l'entreprise de télécommunications turque *Turkcell*) en réponse à la guerre au Rojava : « *Les partisans kurdes détruisent les antennes de Turkcell – nous sommes heureux de reprendre à notre tour le flambeau de la lutte* ».

# | La tyrannie de la faiblesse |

**O**n se heurte aujourd'hui partout à la faiblesse. Nous sommes faibles, et quand nous ne le sommes pas, nous faisons semblant de l'être par peur de sembler différents.

La confiance en soi, la connaissance de soi et des autres, et des choses, n'est pas à la mode, on dirait au contraire que c'est une vieillerie, dépassée, et même de mauvais goût. On ne s'efforce donc pas de faire mieux et bien les choses qu'on est en train de faire – je ne parle pas de celles qu'ils nous obligent à faire – et qui sont toujours des choses qu'on veut faire, pour lesquelles on est disposé à tout donner pour les mener à bien. Car contrairement à la logique même, on les fait mal, de façon superficielle, avec approximation. Et de cette faiblesse on en tire sinon une gloire, au moins un écran derrière lequel se cacher.

On est ainsi esclaves de la faiblesse, de ce nouveau mythe qui est en train de se répandre un peu partout.

Il n'est pas question ici de faire un discours sur la « force », qui reste une forme de faiblesse déguisée, mais sur la façon de refuser la confusion, l'aplatissement des valeurs, la distorsion des moyens à acquérir pour vivre et attaquer nos ennemis.

Le modèle qu'on nous propose est celui de la défaite, c'est le modèle de la victoire par renoncement, par abandon, en ralentissant. Dans tous les domaines, l'intérêt du pouvoir est que nous nous adaptions à la réalité actuelle. On pense peu, on raisonne de travers, on subit passivement les messages envoyés par les grands moyens d'information, on ne réagit pas.

Ils sont en train de nous construire une personnalité qui est à mi-chemin entre la bêtise et le collectionneur. D'un côté on comprend peu de choses, d'un autre on en connaît énormément : un paquet de choses inutiles et dispersives, un savoir d'encyclopédie de poche. Ils nous ont convaincu qu'on a le droit d'être bêtes, ignorants et perdants.

On a renvoyé l'efficacité dans le camp de la classe opposée, on l'a mise de côté comme un modèle productiviste appartenant au pouvoir. Et cela a été plus que juste,

indispensable même. Tant qu'il s'agissait de nuire à notre ennemi de classe, il était juste d'être absentéistes et tire-au-flanc. Mais nous avons ensuite assimilé ce modèle, et l'adversaire a pris sa revanche. On est aussi devenu tire-au-flanc avec nous-mêmes, avec les choses qu'on désire accomplir.

On est ainsi parti en quête des papillons de la pensée orientale, des produits et de la manière de penser alternative, du modèle désintéressé plutôt qu'incisif et mordant. Pour ne pas attendre que les dents nous tombent toutes seules de la bouche, on se les ait arrachées une à une. On est à présent heureux, et édenté.

Les laboratoires du pouvoir sont en train de nous programmer un nouveau modèle d'une vie de renoncement. Juste pour nous, naturellement. Pour la minorité gagnante des inclus, le modèle est toujours celui de l'agressivité et de la conquête. Nous ne sommes plus les barbares violents et sanguinaires qui se déchaînaient lors d'insurrections imprévues et de révoltes incontrôlables. Nous sommes devenus des philosophes du rien, des sceptiques de l'action, blasés et dandys.

On ne se rend pas compte qu'ils sont en train de rétrécir notre langage et notre cerveau. On ne sait presque plus écrire, chose importante pour communiquer avec les autres, avec beaucoup d'autres. On ne sait presque plus parler. On s'exprime dans un jargon étriqué fait de lieux communs télévisés et sportifs, journalistiques et de caserne qui semblent faciliter la communication alors qu'ils la trahissent en l'aviilissant et en la mutilant.

Mais ce qui est pire, c'est que nous ne savons presque plus faire d'efforts. Pour aucune chose, ou presque. On ne sait plus tenir un engagement. Un peu de délais à respecter, un peu d'objectifs à porter à terme, quelque lecture obligée, une réunion par ci, une action par là, tout cela nous mine et nous gonfle. A l'inverse, on peut passer des heures à écouter (sans comprendre) une musique sans contenu, des chansons dans des langues inconnues, des bruits qui reproduisent l'usine ou la voiture de course ou la mobylette. Même quand on se perd dans la contemplation de la nature (dans le peu qu'il en reste), ce n'est pas nous qui partons en promenade, mais c'est la promenade qui nous rentre dedans, en acceptant des lieux communs, des schémas écologiques, des modèles naturalistes, toujours fabriqués dans les laboratoires du capital (dont celui alternatif est le pire de tous). Mais nous ne connaissons rien du véritable rapport avec la

12/12, Vidauban (France). Dans le Var, deux antennes de téléphonie mobile de *SFR* et *Bouygues* situées à 150 mètres l'une de l'autre sont volontairement incendiées. Les deux feux ont été allumés au pied des pylônes, touchant près de 2500 abonnés à Vidauban et Arcs-sur-Argens.

13/12, Foix (France). En Ariège, une voiture du laboratoire départemental d'analyse vétérinaire part en fumée vers 2h du matin, tandis que deux bureaux du conseil départemental (ceux du fliquage social) sont touchés non loin par des flammes quelques heures plus tard (réseau informatique fortement endommagé).

13/12, Hambourg (Allemagne). Alors que le sénateur de l'Intérieur, Andy Grote (SPD), était en route de son domicile à St. Pauli vers son bureau au centre-ville comme chaque matin, sa voiture blindée est assaillie de peinture et de pierres (pare-brise et toit du véhicule endommagés).

13/12, Berlin (Allemagne). *Des anarchistes* revendiquent l'incendie nocturne de deux voitures neuves d'un concessionnaire *Nissan* (fournisseur de la police grecque), et de cinq véhicules plus une antenne-relais chez le géant des télécommunications *Deutsche Telekom*. « *Nous nous sentons en lien avec celles et ceux qui se révoltent partout dans le monde, qui à l'heure actuelle aux quatre coins de la planète, et particulièrement là où la concertation sociale n'est pas aménagée dans le moindre détail, transforment les étincelles de résistance en embrasement d'insurrection sociale* » précise notamment le communiqué.

nature, qui demande engagement et force, agression et lutte et pas simple contemplation.

Et qu'on ne vienne pas me réciter le discours sur le comportement agressif qui est celui du capital et de ses zombies, un comportement contre lequel nous devrions nécessairement construire un comportement qui soit nôtre et tolérant. Je sais parfaitement ce qu'est l'agressivité du capital ou des participants au rallye Paris-Dakar. Ce n'est pas de cette agressivité-là dont je veux parler. Et, en réalité, pas même de l'agressivité. Les mots sont trompeurs. Je veux ici parler de la nécessité de l'agir, qui s'oppose au fait de bricoler pendant que le navire part en flammes.

Ou bien on est convaincus des transformations profondes et décisives qui sont en train d'être réalisées ces années-ci, des transformations du capital et du pouvoir à même de bouleverser l'organisation actuelle de nos vies pour qui sait combien de décennies, ou bien on ne l'est pas. Dans ce dernier cas, il est juste que chacun suive le papillon de ses rêves : les mythes du bouddhisme, de la médecine homéopathique, de la philosophie zen, de la littérature de bazar, du sport ou de n'importe quelle autre chose qui fait plaisir, y compris l'agréable détachement de la grammaire et de la langue.

Mais si on est convaincus par la première thèse, c'est-à-dire qu'on est convaincus qu'est en train de progresser un projet qui veut nous réduire en esclavage, principalement en un esclavage culturel où nous serions même privés de la possibilité de nous savoir enchaînés, alors on ne pourra plus tolérer la tolérance, et encore moins l'irréductible tendance au renoncement et à l'abandon.

Mais il ne faut pas croire que le discours que nous sommes en train de faire concerne uniquement ces camarades, ou soi-disant tels, qui ont laissé tomber un passé d'engagement révolutionnaire et qui à présent,

comme si de rien n'était, s'en vont paître indolents parmi les verts, les oranges, les bouddhistes ou tout autre troupeau du même genre. Cela concerne également tous ceux qui se disent encore révolutionnaires, mais vivent au quotidien la tragédie d'une progressive pollution physique et mentale.

Il ne s'agit donc pas ici d'un banal, et dans une certaine mesure attendu, appel à l'engagement. Les fosses communes sont désormais remplies de ce genre d'appel. Nous sommes en train de parler d'un projet de laboratoire, en cours de perfectionnement, d'un projet que le capital est en train de réaliser pour nous priver des moyens mêmes de la lutte, petit à petit et de façon indolore ; un projet qui va de pair avec les profondes restructurations de tout le rapport économique-social capitaliste. Ce n'est donc pas un appel volontariste ou, si on préfère, un cri d'alerte lancé dans le désert. Bien que limité et approximatif, il veut être une première et petite contribution pour mieux comprendre les profondes modifications de la réalité qui nous entoure.

Alfredo M. Bonanno

Traduit de l'italien de  
*ProvocAzione* n°11, février 1988

NdT : Le chapô de l'article précisait notamment : « *Une critique contre l'alibi de la "faiblesse"* [du mouvement, de la conflictualité sociale, de ses propres capacités,...], *trop souvent mis en avant par des compagnons pour justifier leur propre renoncement à l'action révolutionnaire - Ainsi est alimenté ce sentiment d'impuissance qui se traduit par un retrait actif - A force de renoncements, on finit par perdre cette agressivité et ce sens de la dignité indispensables pour attaquer la domination - Voilà comment on devient des individus sous l'emprise du pouvoir, flexibles et malléables, qui ont perdu la volonté de compréhension d'eux-mêmes et du monde qui les entoure...*»





## LE COFFRE AUX PERLES

### Gar(d)e à vous !

Quelques jours après le soulèvement du 18 octobre au Chili, un étrange texte a commencé à circuler sur la plupart des instruments de la composition bienveillante, à savoir le fameux réseau des mutus. Cette analyse de toute fraîcheur titrée « *Ils nous ont tant volé qu'ils nous ont même dérobé notre peur* » : *insurrection populaire au Chili* » nous fut modestement présentée sous forme d'une longue interview avec « *l'un des correspondants* » sur place du projet ACTA. Quoi de mieux en effet pour refourguer une soupe devenue insipide à force d'être réchauffée dans les chaudrons de la révolution culturelle chinoise, que de la resservir sous les atours de l'authenticité et de l'actualité brûlante ?

A qui l'ignorerait encore, ACTA qui l'a donc publiée en primeur le 21 octobre dernier, est ce nouveau « *média autonome et partisan* » lancé en février 2019 pour – accrochez vos ceintures et préparez le petit sac caché sous votre siège – « *préfigurer le communisme dans les luttes* », construire le « *contre-pouvoir populaire* », nouer des « *alliances égalitaires* », le tout à base de « *politique organisée* », d' « *orientation stratégique* », d' « *enquête militante* », de « *force collective* », de « *ligne de conduite* », de « *front de lutte* » et de « *peuple* » contre « *l'individualisation* »... Bref, vous l'avez deviné facilement, on est ici chez la crème autoritaire issue (ou recyclée) des mouvements sociaux qui ont surgi depuis celui contre la Loi Travail

en 2016. Il n'y avait en effet pas de raison pour que les petits-fils du monstrueux croisement entre Mao et Negri laissent ceux de Blanqui occuper seuls le créneau.

Bon, que certains jeunes enthousiasmés par mai 68 aient pu s'accrocher il y a cinquante ans à une féroce dictature exotique ou à un terrible pouvoir ouvrier avant d'en revenir dégoûtés ou vaccinés est une chose, mais cela relève désormais de la paléontologie marxiste. Par contre, que d'autres resurgissent précisément aujourd'hui des cloaques où cette idéologie croupissait depuis des décennies, cela en dit surtout long sur notre époque de zombies. Car là où un souffle de liberté avait alors pu engendrer à la fois le meilleur (l'assaut du ciel hors des partis, même armés, et des syndicats) et le pire (sa déclinaison autoritaire, sans oublier l'alternativisme), de quoi vouliez-vous donc que ce présent sans mémoire accouche, lorsque ses rejetons sur écran tactile se mettent en quête d'une idéologie en granit rouge ?

Et c'est ainsi, avec leurs gros sabots, que les nouveaux entrants sur le marché des *adorateurs de pouvoir* (oui oui, contre l'autre et par le bas, on a bien compris) ont envahi la toile militante pour tenter de nous expliquer la révolte chilienne. Afin de nous convaincre que la terre était plate de Santiago jusqu'à Paris, c'est même à un de leurs meilleurs entomologistes en matière de « *segments sociaux* » et de « *composition de classe* » qu'ils ont donné la parole. Un spécialiste de la dissection qui aurait eu tort de ne pas détailler la place « *d'un "lumprenprolétariat", comme le disait Marx, ou d'un "sous-prolétariat", comme le disait Pasolini* » dans les pillages, les incendies et les affrontements, puisque c'est ce qu'on lui demandait. Et pour bien enfoncer le clou aux yeux de ses lecteurs férus de politique organisée à propos de ces barbares spontanés et indisciplinés, l'expert d'ACTA de nous préciser : « *Du point de vue de la conscience sociale, il y a autant de différence entre le prolétariat et le sous-prolétariat [au Chili] qu'entre les ouvriers et les cadres en Europe.* »

Si si, littéralement. On vous avait pourtant prévenus à propos du petit sac sous le siège. Car pour être clairs, le « *lumpenprolétariat comme le disait Marx* », c'était « *ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société* » (Manifeste de parti communiste, 1847), ou encore cette « *pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu* » (Les Luttes de classes en France, 1850), soit dans sa bouche de politicien un synonyme de contre-révolutionnaires à domestiquer ou éliminer dès que possible.

Quant à Pasolini et à sa notion de « *sous-prolétariat* », citons simplement cette prise de position directement adressée aux étudiants de Rome qui avaient en mars 1968 fait 148 blessés parmi les forces de l'ordre, incendié huit véhicules de police et exproprié cinq pistolets aux agents. Dans un long poème confié trois mois plus tard à *l'Espresso*, il a explicité une fois pour toutes et sans ambiguïté son sympathique rapport stalinien et policier aux classes sociales comme à la révolte : « *Lorsque hier, à Valle Giulia, vous vous êtes battus / avec les policiers, / moi, je sympathisais avec les policiers. / Car les policiers sont fils de pauvres.* »

Finalement, ce qu'il y a de nouveau avec la création d' « *ACTA, partisan-e-s dans la métropole* » (avec point médian, s'il vous plaît), ce n'est ni la réhabilitation des tendances autoritaires les plus dogmatiques, ni même l'emploi des lunettes les plus ordurières de Marx ou de Pasolini contre des enragés incontrôlables au moment même où ils sont les protagonistes d'un soulèvement contemporain. Bien d'autres s'y sont employés sans que la honte ne leur monte aux joues. Non, ce qu'il y a de nouveau, c'est que des révoltés sincèrement épris de liberté puissent lire ce qu'ils écrivent sans s'étouffer de rire ou de colère. Cela en dit à la fois long sur cette époque de confusion organisée et sur les objectifs de pouvoir parallèle qu'une partie du mouvement entend désormais explicitement mener au sein des luttes.

## D'une toxicité l'autre

Les amoureux de la dialectique risquent L'fort d'être déçus, puisque l'information principale sortie le 14 novembre dans le magazine culturel du lundi matin ne propose aucun dépassement des formes de vie qui le composent, mais une simple mutation géographique de ses métastases.

Publiée sous le titre « *Chères lectrices, chers lecteurs, nous avons besoin d'argent* », nous y est dévoilé ce secret de polichinelle que « *l'équipe en charge d'une grosse partie* » de son travail habitait à Rouen, et surtout qu'elle a déménagé dare dare avec collaborateurs universitaires, sachets de pâtes usinées et enfants sous le bras, parce que située pile dans l'axe de l'usine *Lubrizon* qui a cramé le 26 septembre. Cela ouvre d'emblée un premier abîme philosophique, enfants qui n'ont rien demandé mis à part : peut-on se réjouir du malheur d'autrui lorsqu'il n'a pas été causé par des ennemis de l'autorité mais que cet autrui est –lui– clairement un partisan de l'autorité ? Deuxième abîme auquel n'aurait pas songé Agamben : lequel, du poison physique quotidien distillé à petites doses par la domination ou de l'intoxication autoritaire répandue à grande échelle par ses faux-critiques hebdomadaires, est le plus mortel pour la liberté ?

Pour le reste, c'est toujours la même histoire de la bouteille à moitié vide : la bonne nouvelle est bien entendu pour Rouen, puisque malgré *Lubrizon* l'air de la ville risque de s'en trouver assaini. La mauvaise nouvelle est par contre pour Paris –cette métropole sans industrie ni incinérateur où l'air est sans conteste plus pur que celui de la capitale normande–, puisque c'est là où la rédaction entend ouvrir « *des bureaux, un atelier ou un logement de 200m<sup>2</sup>* » afin « *d'intensifier et de développer [ses] activités* », comme « *la production et diffusion massive d'affiches politiques sur tout le territoire* ».

Si vous avez répondu non à la première question et osé tranché la seconde, vous savez à qui envoyer le fric que vous n'avez pas. ■

# | Revues, livres & journaux |

Finimondo. **Sur le fil du rasoir**,  
ed. Tumult (Bruxelles), 136 p.,  
novembre 2019

« *Aller vers le rien créateur ne s'épuise pas dans l'acte de la négation, c'est un coucher de soleil qui précède l'aurore.* »

Écrits ces dernières années en prenant prétexte d'« actualités » ou, au contraire, en poursuivant résolument la recherche de profondeurs en dehors de toute détermination, cette dizaine de textes de *Finimondo* traduits de l'italien transpirent tous une haine irréductible du pouvoir. Fuyant les slogans et la répétition de banalités de base dont l'idéologisation leur ferait perdre toute substance *dangereuse*, les auteurs anonymes de ces textes essayent et proposent toujours d'aller plus loin, d'aller *au-delà*. Si l'objet de leur critique est avant tout ce monde qui court vers un naufrage physique et mental, leurs flèches ciblent également impitoyablement cet anarchisme-qui-s'adapte-et-se-perd. Mais contrairement aux pontifes qui veulent dicter des catéchismes et rêvent d'un mouvement anarchiste unifié et dirigé, ils opposent contre vents et marées au nivellement général les désirs singuliers, la recherche individuelle et le courage de ses propres idées.

« *Ah ! voudrais-tu donc arracher de ton sein les espérances, pour écouter lâchement les prédications d'un bigot, et te prosterner servilement sous le fouet tyrannique dont les courroies de fer sont rouges de sang humain ?*

*Jamais ! Reste inflexible, Esprit ! Ta volonté est destinée à soutenir une guerre incessante contre la tyrannie et le mensonge, et à sarcler du cœur humain les germes du malheur.* »



Animés par cet esprit qui conjugue la pensée avec l'action qu'évoquait le poète Percy Bysshe Shelley, les différents textes prennent en ligne de mire tout ce qui contribue à l'abdication de la révolte, sape le grand rêve de subversion, voire la tension subversive elle-même : cela va de l'appauvrissement du langage, reflet de la « *perte d'un monde intérieur* » pourtant aussi nécessaire que l'analyse comme instrument pour partir à l'assaut de ce monde, jusqu'à la stérilisation de la lutte anarchiste opérée par ceux qui veulent la rendre compatible avec les préceptes autoritaires, la stratégie politique, la quête d'assises populaires à tout prix.

Mais si leur critique constante part de questionnements à propos de la solidarité révolutionnaire, de la force de l'utopie et du mensonge du mythe, de la répression et du citoyennisme, ou encore de la délégation et de l'attrait persistant pour les miroirs médiatiques et télématiques, ces textes ne sombrent jamais dans la dissection du détail qui ferait perdre de vue l'ensemble, prenant en compte cet avertissement du surréaliste libertaire Georges Henein : « *Donnez un coup de ciseaux dans le réel ; isolez le morceau que vous venez de tailler : il vous devient incompréhensible même s'il est détaché d'un ensemble familier.* » C'est d'ailleurs peut-être une des grandes qualités de ces textes que de ne pas caresser le lecteur dans le sens du poil en ne nous épargnant pas la difficile confrontation avec soi-même : rendre présent *l'ensemble* dans la critique, afin de ne jamais perdre de vue l'immensité du défi de la liberté. Un défi

qui peut être très lourd à relever, mais qui constitue un acte de vie. Car « *oui, nos ennemis dessinent notre visage. Ils le font depuis toujours, c'est vrai. Mais il existe aussi depuis toujours la possibilité d'effacer leurs traits. Non seulement en résistant insensibles à leurs suggestions envahissantes, mais en déterminant à fond nos désirs, nos rêves, nos pensées contre le poison de la servitude volontaire. En faisant pousser la jungle là où a été fait le désert. Une œuvre immense, jamais terminée, qui recommence chaque jour à zéro.* » ■

Pour commander le livre, écrire à :  
tumult\_anarchie@riseup.net



Jack Déjean. **Autonomie ! Critiques antiautoritaires du syndicalisme**, 28 p., décembre 2019

On retrouve dans ce recueil grand format qui tombe à pic (il est sorti juste avant le 5 décembre, premier jour de la mobilisation syndicale contre la réforme des retraites), une série de textes critiques sur le syndicalisme, comme l'indique son sous-titre. Mais il ne s'agit pas de n'importe lesquels, comme les trop nombreux, rasoirs ou militants, qui traînent un peu partout. C'est donc avec plaisir qu'on retrouvera aussi bien des articles comme ceux de Libertad (1906), Landauer (1909), Vanzetti (1923) ou Bonanno (1988), démontrant non seulement la continuité de critiques anarchistes sur cette question mais aussi leur pertinence toujours actuelle, ainsi qu'un long texte anti-autoritaire sorti en 2016 à Montpellier, *La CGT : des chiens de berger déguisés en loups*, qui insère sa critique à la fois historiquement et à l'aune des derniers mouvements sociaux.

Enfin, au-delà de ces choix, nous souhaitons donner ici un extrait de l'introduction

rédigée ad hoc pour le recueil, qui sans mâcher ses mots pose quelques nécessaires préambules sur la *fonction sociale* des syndicats, la grève générale, l'individu et la politique, ou la composition, agrémentés au besoin d'exemples historiques ou plus contemporains tirés de la ville de Caen :

« *La joie de la révolte collective n'a rien à voir avec les tractations de la composition, celle où l'on joue des rôles en vue de créer un front le plus large possible avec les organisations de la gauche politique, syndicale et associative. Là aussi où l'individu-e est appelé à disparaître derrière l'unité de façade, incarnée par des petits états-majors plus ou moins officiels. Le slogan des Tupamaros « l'action réunit, les paroles divisent » devient un mantra qui gommerait magiquement les divergences. Au passage, cela efface surtout le contenu au profit de la forme. Ça défoule mais ça ne subvertit pas grand-chose. Les black-blocs peuvent ainsi défiler bras dessus bras dessous avec le ou la bureaucrate – tant pis pour la lutte contre toute hiérarchie ; le ou la révolutionnaire peut accepter de se mêler aux élu-es – tant pis pour la lutte contre l'État ; la féministe peut théoriser son acceptation de propos ou de comportements de merde – tant pis pour la lutte contre le patriarcat ; l'émeutier ou l'émeutière peut aller causer aux médias – tant pis pour la lutte contre le capitalisme ; le saboteur ou la saboteuse peut fournir son appui aux organisations les plus citoyennistes – tant pis pour la cohérence... C'est en fait la vieille question de la fin et des moyens qui resurgit : concorde ou petits calculs politiques ? » ■*

Pour se la procurer, écrire à :  
jackdejean@riseup.net

